

Alexander Lowe

From: Liliana Tanguy <Liliana.Tanguy@assemblee-nationale.fr>
Sent: mercredi, 23 mars 2022 11:53
To: Speeches
Subject: Speech Liberal International - Liliana Tanguy

144e Assemblée IPU - Bali

INTERVENTION LIBERAL INTERNATIONAL

3 minutes (français)

Madame la Présidente,
Chers collègues,

Le dérèglement climatique auquel nous faisons face constitue un bouleversement sans précédent pour l'histoire de notre planète et compromet l'avenir de l'humanité. Depuis plus de trois décennies, la communauté scientifique tire les sonnettes d'alarme et multiplie les appels au sursaut, sans succès.

Le dernier rapport des experts du GIEC est un terrible avertissement sur les conséquences de l'inaction climatique que je constate concrètement dans ma circonscription de Bretagne en France avec la montée des eaux et l'érosion du littoral du Finistère. Il nous appartient en tant que parlementaires de résorber les failles de nos systèmes pour garantir une vie saine et durable à tous, partout et maintenant.

C'est là, l'un des chantiers majeurs de l'Internationale libérale, fédération mondiale des partis politiques, mouvements et groupes de réflexion libéraux, dont le travail est axé sur le soutien à la création de synergies sur les questions et défis auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui, à savoir la défense des droits de l'homme, la justice climatique et le commerce équitable.

Nous avons constitué un Comité pour la Justice climatique et un Groupe de travail sur l'environnement et les droits de l'Homme dont j'ai l'honneur de faire partie auprès d'autres collègues du parti libéral du Conseil de l'Europe - ALDE. Notre groupe de travail a rédigé un rapport tout particulièrement destiné aux Parlementaires souhaitant faire progresser l'action climatique et la protection de l'environnement dans le monde.

Partant du constat que les Etats sont garants de la qualité de vie des individus sur leur territoire, les parlementaires libéraux déclarent dans ce rapport que l'inaction climatique constitue une violation des droits de l'Homme. Dès lors, il appartient aux Etats, encouragés par nous Parlementaires, de protéger toute atteinte aux droits fondamentaux y compris celles résultant du changement climatique.

Notre rapport prône la réalisation de politiques climatiques adéquates, ambitieuses, non discriminatoires, conformes aux droits de l'homme prenant en compte certaines populations considérées comme plus vulnérables aux effets du changement climatique - je pense ici aux femmes et aux enfants, aux personnes handicapées et aux personnes âgées ainsi qu'aux migrants et aux populations pauvres. Le but étant de développer la justice climatique dans le monde et la protection constitutionnelle de l'environnement, notre rapport propose 10 recommandations dont la création d'un Haut-Commissaire à l'environnement dans les institutions internationales.

En tant que membre ALDE de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), j'aimerais avoir un mot pour notre institution. En septembre dernier, à l'initiative du président libéral Rick Daems, les parlementaires du Conseil de l'Europe ont consacré une journée à débattre sur le climat. Ces séances ont été l'occasion d'adopter des recommandations fortes et souligner la nécessité d'adopter de toute urgence un instrument juridiquement contraignant pour protéger le droit humain à un environnement sûr, propre, sain et durable, en tant que droit individuel et collectif.

L'APCE a notamment recommandé le développement des formes de démocratie participative sur les sujets climatiques et la mise en place d'une Assemblée citoyenne européenne pour le climat sur le modèle de l'initiative française de la Convention citoyenne pour le climat, voulue par le Président Macron, qui a permis à la France d'adopter en 2021 une loi ambitieuse de lutte contre le dérèglement climatique et le renforcement de la résilience face à ses effets pour laquelle j'ai été rapporteuse à Assemblée nationale . Cette initiative pourrait être un exemple à d'autres échelles de regroupement parlementaire.

Je me réjouis de constater que les Parlementaires du monde entier se saisissent aujourd'hui de cette question car, pour reprendre les mots du secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres "Perdre du temps, c'est périr". L'urgence est évidente, il nous appartient désormais d'y répondre tous ensemble.

Je vous remercie.

Envoyé de mon iPhone

Ce message, ainsi que les pièces jointes, sont établis, sous la seule responsabilité de l'expéditeur, à l'intention exclusive de ses destinataires ; ils peuvent contenir des informations confidentielles. Toute publication, utilisation ou diffusion doit être autorisée préalablement.

Ce message a fait l'objet d'un traitement anti-virus.

Il est rappelé que tout message électronique est susceptible d'altération au cours de son acheminement sur Internet.

Vous pouvez consulter le site de l'Assemblée nationale à l'adresse suivante :

<https://evok.ursand.com/?u=http%3A%2F%2Fwww.assemblee-nationale.fr&e=71a57db1&h=bf359349&f=y&p=n>

--

This message has been checked by EVOK Mailfilter and is found to be clean.

Ce message a été vérifié par EVOK Mailfilter et considéré comme propre.

Follow this link to mark it as spam:

<https://quarantine.evok.ch/action/12A8940B9B.AF460/learn-spam>

Follow this link to blacklist sender:

<https://quarantine.evok.ch/action/12A8940B9B.AF460/blacklist>